

LE CHEF  
DU DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DES TRANSPORTS,  
DES COMMUNICATIONS ET DE L'ÉNERGIE

183.5  
2520.1

Berne, le .10 juillet 1992

- M. René Felber, Président de la Confédération, Chef du Département fédéral des affaires étrangères
- M. Flavio Cotti, Conseiller fédéral, Chef du Département fédéral de l'intérieur
- M. Arnold Koller, Conseiller fédéral, Chef du Département fédéral de justice et police
- M. Kaspar Villiger, Conseiller fédéral, Chef du Département militaire fédéral
- M. Otto Stich, Conseiller fédéral, Chef du Département fédéral des finances
- M. Jean-Pascal Delamuraz, Conseiller fédéral, Chef du Département fédéral de l'économie publique

### **Entretiens bilatéraux du Vice-Président du Conseil fédéral A. Ogi, en marge du Sommet de la CSCE, Helsinki 9./10. juillet 1992**

---

Vous trouverez, en annexe, un rapport portant sur mes entretiens bilatéraux en marge du Sommet de la CSCE à Helsinki.

De ma rencontre avec MM. Delors et Andriessen, il en ressort que la Commission de la CE est disposée à prendre en compte l'aspect de politique intérieure que constitue pour la Suisse la date de la publication de l'avis de la Commission, dans l'hypothèse, tout à fait envisageable selon mes interlocuteurs, où il serait prêt avant le 6 décembre prochain. Vous trouverez une note y relative en annexe.

- 2 -

Ma rencontre avec le Chancelier autrichien, M. Vranitzky, m'a confirmé qu'il n'y a aucune divergence de vues sur la question des réfugiés de l'ex-Yougoslavie entre l'Autriche et la Suisse qui continueront à coordonner leur politique en la matière.

A handwritten signature in blue ink, appearing to be 'G. W. A. A.', written in a cursive style.

annexes: mentionnées

Berne, le 10 juillet 1992

**Entretien entre le Conseiller fédéral A. Ogi et MM. Delors/Andriessen, Helsinki  
9 juillet 1992,  
Date de la publication de l'Avis sur la Suisse de la Commission de la CE**

Lors de mon entretien avec lui, Delors m'a fait part de la volonté de la Commission de ne pas influencer négativement la campagne précédant le référendum sur le TEEE prévu pour le 6 décembre.

Il est possible en effet que cet avis soit prêt avant cette date. Dans ce cas, la Commission ne verrait aucun inconvénient à le publier après le 6 décembre.

La Commission souhaite connaître ce qu'en pense le Conseil fédéral. J'ai promis à M. Delors que le Conseil fédéral pourrait lui faire part de sa position en la matière vers la fin du mois d'août.

Rencontres bilatérales du Vice-Président A. OGI (BRO)  
en marge du Sommet CSCE, Helsinki, 9 - 10 juillet 1992

1. BRO a eu des entretiens avec le PM AHO de Finlande, le Président de la Commission CE DELORS ainsi que son Vice-Président ANDRIESEN, le Chancelier autrichien VRANITZKY et avec le Vice-Président d'Arménie HARUTUNIAN, les Présidents d'Azerbaïdjan ELTSHIBEI, du Kazakhstan NAZARBAEV, de Kirghizie AKAJEV, du Tadjikistan NABIJEV, de l'Ouzbékistan KARIMOV et le Président du Conseil d'Etat de Géorgie SHEVARDNADZE. Par ailleurs, BRO a eu l'occasion de s'entretenir brièvement lors des diverses réceptions et repas avec pratiquement tous les Chefs d'Etat et de Gouvernement présents, notamment le PM LUBBERS (Pays-Bas), le PM SCHLÜTER (Danemark), le PM BRUNDTLAND (Norvège), le Chancelier KOHL (D), le PM MAJOR (GB), le PM GONZALEZ (Espagne), le Président du Gouvernement DRNOVSEK (Slovénie), le Président TUDJMAN (Croatie), le Président YELTSIN (FR), le PM DEMIREL (Turquie) et le Président BERISHA (Albanie).
2. Le PM finlandais a souligné l'importance pour son pays de l'entrée en vigueur du TEEE. BRO lui a donné l'assurance que la Suisse ferait tout son possible pour respecter les délais prévus. Concernant l'adhésion, la Finlande attend l'avis de la Commission pour l'automne prochain et estime que ces négociations pourront démarrer en 1993, si les deux conditions rappelées au Sommet de Lisbonne (ratification de Maastricht et adoption du paquet Delors II) sont remplies. Aho et BRO sont d'accord pour estimer que le résultat négatif du référendum danois marque un changement d'esprit en faveur des petits pays. Aho se déclare préoccupé par son impact sur la Norvège. Il estime par ailleurs qu'aucun pays scandinave ne pourra tenir de référendum sur l'adhésion en l'absence d'un règlement de la "question danoise". Répondant à une question de BRO, Aho précise que la Finlande ne cherche pas à obtenir un statut d'observateur au sein du Conseil de Coopération de l'Atlantique Nord (NACC), mais qu'elle souhaite en revanche pouvoir suivre ses travaux, qui ont pour elle un intérêt géo-politique évident.
3. Les entretiens BRO - Delors/Andriessen se sont déroulés dans une atmosphère extrêmement cordiale. Suite à l'insistance discrète mais ferme de BRO, les Président et Vice-Président de la Commission ont fait part de leur souci de ne créer aucune difficulté à la Suisse quant à la date de la publication de

l'avis de la Commission la concernant. Si pour la Suède la publication de l'avis se fera encore avant les vacances et en automne pour la Finlande, Bruxelles attendra un signe de Berne pour ce qui est de la Suisse, ce qui lui a été promis par BRO pour la fin août. Delors s'est montré très intéressé par l'exposé de BRO sur la construction de nouvelles transversales alpines, construites par la Suisse au profit de l'Europe entière. BRO a trouvé une oreille attentive lorsqu'il a souligné la nécessité d'élaborer une nouvelle philosophie des transports pour l'ensemble du continent.

4. La rencontre **BRO - Vranitzky** a surtout permis de constater l'inexistence de malentendu entre les deux pays concernant la question des réfugiés de l'ex-Yougoslavie (contrairement à ce qu'une récente campagne de presse laissait entendre). BRO a remis à son interlocuteur un mémorandum décrivant les initiatives suisses dans ce conflit dans les domaines multilatéral, diplomatique et humanitaire.
5. Les multiples entretiens avec les représentants des **Républiques de la CEI** mentionnées en exergue ont permis à BRO de leur rappeler l'intérêt que leur porte la Suisse. Ces contacts fort appréciés par les intéressés ont renforcé encore des liens établis à Davos en janvier 92 lors du World Economic Forum par le Président Felber.
6. BRO a eu également l'occasion de s'entretenir brièvement avec le **Président Bush** qui lui a rappelé son intérêt, "en cas de réélection" en novembre, à effectuer en 1993 ce qu'aucun locataire de la Maison Blanche n'a encore fait jusque ici, un voyage officiel en Suisse.
7. Enfin, voisins de pupitre et de table tout au long du Sommet, BRO et le PM suédois **Bildt** ont eu l'occasion de régler une fois pour toutes la fameuse "affaire..."